



**Coalition Béninoise des Organisations pour l'Education Pour Tous
(CBO-EPT)**

08 B.P. 85 Tri Postal – Cotonou Tél. : (229) 21 13 53 68 / 96 31 82 85 / 95 05 06 70
Fax : 20 21 27 47 / E-mail : cboept@yahoo.fr République du Bénin

‘‘Cap sur 2015’’ PLAN STRATEGIQUE DE DEVELOPPEMENT 2011-2015

Facilitation
François Gautho
Consultant indépendant

Juillet 2011

SIGLES ET ABREVIATIONS

AG :	Assemblée Générale
ALCRER :	Association de Lutte Contre le Racisme, l’Ethnocentrisme et le Régionalisme
AMCP:	Action Mondiale Contre la Pauvreté
ANCEFA :	Africa Network Campaign on Education For All
APE :	Association des Parents d’Elèves
CA :	Conseil d’Administration
CAEB :	Conseil des Activités Educatives du Bénin
CARE –INTERNATIONAL BENIN:	Cooperation of Assistant Relief Every Where
CBO-EPT :	Coalition Béninoise des Organisations pour l’Education Pour Tous
CME :	Campagne Mondiale pour l’Education
CN :	Coordination Nationale
CSEF :	Fonds de la Société Civile pour l’Education
EPT :	Education Pour Tous
FONAC :	Front des Organisations Nationales Anti-Corruption
OLC :	Observatoire de Lutte contre la Corruption
OMD :	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
ONU :	Organisation des Nations Unies
OSC :	Organisation de la Société Civile
PDDSE :	Plan Décennal de Développement du Secteur de l’Education
PDS :	Plan de Développement Stratégique
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF :	Partenaires Techniques et Financiers
TBS :	Taux Brut de Scolarisation
UNESCO :	Organisation des Nations Unies pour l’Education, la Science et la Culture
UNICEF :	Fonds des Nations Unies pour l’Enfance

SOMMAIRE

SYNTHÈSE DU PLAN	4
INTRODUCTION	5
CONTEXTE ET JUSTIFICATION	7
METHODOLOGIE	10
PRESENTATION DE L'ASSOCIATION.....	12
SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL ET ORGANISATIONNEL.....	16
VISION DE SOCIÉTÉ	19
MISSION	19
BUT	19
VISION DE DEVELOPPEMENT DE LA COALITION	19
ZONE D'INTERVENTION.....	19
DOMAINES D'INTERVENTION	19
STRATEGIES D'INTERVENTION	20
AXES DE DEVELOPPEMENT ET D'ACTION DE LA COALITION	23
OBJECTIFS STRATEGIQUES.....	27
MECANISME DE SUIVI-EVALUATION.....	30
CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATEGIQUE	32
CHRONOGRAMME DU PLAN STRATEGIQUE.....	36
BUDGET DU PLAN STRATEGIQUE.....	39
STRATEGIES DE MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES POUR LE FINANCEMENT DU PLAN STRATEGIQUE	44
ANNEXES	45
ELEMENTS DE STRATEGIES DE COMMUNICATION.....	46
OBJECTIFS DE CAMPAGNES DE LOBBYING ET DE PLAIDOYER.....	50

SYNTHÈSE DU PLAN

Vision de Société

La CBO-EPT rêve d'une société béninoise où tous les citoyens ont accès à une éducation de base de qualité qui leur permet de participer efficacement au développement du pays

M I S S I O N	La CBO-EPT œuvre pour l'atteinte par le Bénin des objectifs de l'Education Pour Tous d'ici à 2015 à travers : ♦ la promotion de l'émergence d'une société civile forte engagée pour l'EPT et ♦ le plaidoyer, la veille et le contrôle citoyen dans la gestion du système éducatif.	M I S S I O N
----------------------	--	----------------------

DOMAINE D'INTERVENTION

L'EDUCATION Y COMPRIS LA PROTECTION DES DROITS DES ENFANTS EN MILIEU EDUCATIF

BUT

Contribuer au respect par le Bénin des engagements pris en faveur de l'accès de tous à une éducation gratuite et de qualité.

Contribuer à l'instauration d'un environnement législatif qui protège les enfants en milieu éducatif et leur assure un apprentissage sans peur, et dans la quiétude.

POUR CELA :

Vision de Développement

Devenir un puissant mouvement national, dynamique, influent et efficace dans le combat pour l'accès à une éducation de base gratuite et de qualité pour tous.

A CET EFFET IL FAUT :

Objectif1: Renforcer les capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques de la coalition.

Objectif2 : Développer un partenariat dynamique, actif et efficace sur le plan national et international.

Objectif3 : Développer des actions soutenues pour une meilleure qualité de l'éducation et une meilleure gouvernance du système éducatif béninois.

CECI NECESSITE :

Résultat 1 : Les bases structurelles et associatives de la coalition sont améliorées.
 Résultat 2 : Les capacités techniques et le professionnalisme de la coordination, des comités départementaux et des membres sont renforcés.
 Résultat 3 : L'autonomie financière de la coalition en matière de fonctionnement administratif est assurée.

Résultat 1 : La visibilité de la coalition est renforcée.
 Résultat2 : Les activités de la coalition sont mieux soutenues par les PTF.
 Résultat 3 : La contribution/participation et le positionnement de la CBO-EPT aux réseaux régionaux et internationaux sont renforcés.

Résultat 1 : Le PDDSE, le Fast track, les budgets de l'éducation, les lois de protection des enfants en milieu éducatif sont vulgarisés
 Résultat2 : Des campagnes de lobbying et de plaidoyer sont planifiées, mises en œuvre et évaluées.

INTRODUCTION

L'Education Pour Tous est selon la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, un droit fondamental de tout citoyen. Depuis environ deux décennies, la nécessité de faire jouir ce droit à tous les citoyens a été une préoccupation tant pour les politiques que pour les organisations de la société civile.

Ainsi Du 5 au 9 mars 1990, s'est tenue à Jomtien en Thaïlande, la Conférence Mondiale sur l'Education, sous l'égide de plusieurs agences de l'ONU (UNESCO, UNICEF, PNUD, FNUAP) et de la Banque Mondiale. Face à la persistance des insuffisances et des écarts par rapport aux objectifs fixés et dans le prolongement des réflexions de Jomtien, l'UNESCO a organisé en avril 2000 à Dakar, un forum mondial sur l'éducation. Ce forum qui avait réuni plus de 180 pays, parmi lesquels le Bénin, avait constaté la persistance de graves déficits et des inadéquations dans les systèmes d'éducation des différentes nations participantes, notamment :

- la faiblesse des taux de scolarisation et d'alphabétisation ;
- la discrimination sexuelle à tous les niveaux ;
- l'incohérence et l'inefficacité de l'éducation dispensée, aux regards des besoins de la société.

Six (06) objectifs ont été alors retenus pour accélérer la marche des pays vers l'EPT:

- 1- Développer la protection et l'éducation de la petite enfance
- 2- Offrir à tous les enfants, un enseignement primaire gratuit et obligatoire ;
- 3- Promouvoir l'apprentissage des jeunes et des adultes et leur donner les compétences nécessaires dans la vie courante ;
- 4- Accroître de 50% le niveau d'alphabétisation des adultes ;
- 5- Réaliser la parité entre les sexes pour 2005 et l'égalité entre les sexes en 2015 ;
- 6- Améliorer sur tous les plans la qualité de l'éducation.

Les pays participants avaient adopté un cadre d'actions qui engage leurs gouvernements à œuvrer à l'avènement d'une éducation de base de qualité pour tous. De nombreuses organisations de par le monde se sont alors mobilisées pour œuvrer aux côtés des gouvernements à l'atteinte de ces objectifs.

C'est ainsi qu'en octobre 2003 au Bénin, naissait la Coalition Béninoise des Organisations pour l'Education Pour Tous, CBO-EPT. En 2008, la coalition s'est dotée d'un plan stratégique triennal 2008-2010. Plusieurs actions prévues dans le plan ont été menées pendant la période, comme par

exemple, les formalités administratives pour la reconnaissance officielle de la coalition, le recrutement de personnel permanent et la mise en place d'une coordination nationale (Exécutif), la location d'un siège, la formation des membres, la mise en place des comités départementaux, la conduite de campagnes de sensibilisation et de campagnes de plaidoyer, etc. Mais à l'analyse, le plan stratégique 2008-2010 n'a pas été exécuté de façon cohérente et planifiée, ce qui n'a pas permis de relever les grands défis comme l'établissement de la notoriété de la coalition et la mise en œuvre de grands projets en faveur des objectifs de l'EPT.

Le présent plan stratégique de développement, se veut une véritable boussole pour la coalition, aussi bien sur le plan organisationnel, relationnel qu'opérationnel, afin que les actions de la coalition s'inscrivent dans une vision stratégique cohérente sur l'horizon 2011-2015.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Depuis quelques décennies, la communauté internationale s'efforce d'offrir à tous les enfants du monde, une éducation de base de qualité pour assurer leur développement personnel mais aussi comme vecteur de croissance économique. C'est dans ce cadre que s'inscrivent, la Conférence Mondiale sur l'Education de Jomtien en Thaïlande (1990) et le forum Mondial sur l'Education de Dakar en avril 2000. De même, au nombre des huit Objectifs de Développement pour le Millénaire (OMD), l'éducation primaire universelle est reconnue comme l'un des principaux objectifs.

Dans ce contexte international favorable à l'éducation, et dans la poursuite du processus de réforme initié depuis octobre 1990 avec les Etats Généraux de l'Education, le Bénin a élaboré et adopté son Plan d'Actions National pour l'Education Pour Tous en Juin 2004, et son Plan Décennal de Développement de l'Education au Bénin, PDDSE, pour la période 2006-2015, ce qui lui a permis entre autres d'être élu à l'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'Education Pour Tous, « Fast Track Initiative ».

Les différentes évaluations du système éducatif béninois permettent de conclure que le Bénin a enregistré des progrès notables par rapport aux objectifs EPT, mais se trouve encore bien loin du rendez-vous de 2015.

En effet, selon les résultats¹ de l'étude –bilan sur l'atteinte des objectifs de l'EPT au Bénin, commanditée par la CBO-EPT en juin 2011, sur les six objectifs, deux semblent avoir connu des niveaux de réalisation assez appréciables. Il s'agit des objectifs 2 « accès de tous les enfants à un enseignement primaire gratuit et obligatoire » et 5 « Réaliser la parité entre les sexes pour 2005 et l'égalité entre les sexes en 2015 »

Par contre le Bénin a été peu performant au niveau des quatre autres objectifs. Il s'agit des objectifs, 1 « protection et éducation de la petite enfance », 3 « promotion de l'apprentissage des jeunes et des adultes », 4 « accroissement de 50 % du niveau d'alphabétisation des adultes », et 6, « amélioration de la qualité de l'éducation sur tous les plans ».

Ainsi, et selon l'étude précitée, le Bénin « a déjà largement dépassé le taux de 100 % de TBS qu'il s'était fixé pour 2005, avec des résultats dépassant 110 % de TBS en 2010 ». Le Taux Net de Scolarisation est passé de 80,29% en 2003, à 93,78% en 2010. De même pour un objectif de taux de redoublement de moins de 10% en 2015, le Bénin se situe à 13,03% en 2010 contre 29,30% en 2002.

¹CBO-EPT : Etude - bilan sur l'atteinte des objectifs de l'Education Pour Tous au Bénin, dix ans après le forum de Dakar, juin 2011 (étude réalisée par Dr Jean-Claude HOUNMENOU)

Quant à l'objectif 5 relatif à la parité sexuelle, « elle est déjà presque réalisée dans l'enseignement primaire, avec un indice de parité sexuelle égal à 0,90 dès 2008 ». Le taux de promotion interne est de 87,03% pour les filles et 86,92% pour les garçons. Au CEP 2009, les taux de réussite s'avoisinent avec 69,63 % pour les filles, contre 72, 63 % pour les garçons. C'est dire donc, que le Bénin pourra atteindre les objectifs 2 et 5 d'ici à 2015 si les efforts sont maintenus pour corriger les disparités entre les régions que cachent ces données agrégées.

En ce qui concerne les contre-performances, on peut dire en se basant encore sur l'étude-bilan sur l'atteinte des objectifs de EPT (CBO-EPT)², qu'elles se traduisent:

- au niveau de l'objectif 1, par un taux de préscolarisation de 10,3% des enfants de 0 à 3ans en 2010, contre un seuil de 30% prévu pour 2015, avec la caractéristique d'être plutôt concentré en milieu urbain.
- au niveau de l'objectif 3, par le taux de scolarisation dans le secondaire général qui n'a progressé que de 7 points en 8 ans, passant de 20,85% à 27,30% et un taux brut de scolarisation de 2% dans l'enseignement technique professionnel.
- au niveau de l'objectif 4, par l'insuffisance d'initiatives pour conforter les résultats actuels, avec pour conséquence le retour à l'analphabétisme des néo alphabètes. « Le taux d'alphabétisation global est passé de 32% en 2002, à 41% en 2008, soit une progression de 25%, et on peut penser qu'en redoublant d'efforts, on pourrait atteindre le seuil de 48 % qui traduit l'amélioration de 50%, en 2015. Mais de tels indicateurs cachent en réalité de graves défaillances dans le secteur, comme l'inefficacité et le manque de pertinence des programmes exécutés, les taux d'abandons élevés, l'inexistence de dispositifs de post alphabétisation».
- au niveau de l'objectif 6, par un taux de qualification des enseignants dans le primaire qui a gravement régressé, passant de 78,39% en 2003 à 41,16% en 2010. Dans le secondaire, le taux de qualification des enseignants n'a évolué que très peu, passant de 20,85% à 27,3%. Par ailleurs, des études antérieures révèlent qu'une bonne partie des écoliers qui terminent le CM2 en obtenant le CEP, - soit 20 à 30%-, ne savent ni bien lire, ni bien écrire. (même si le taux de réussite au CEP a fait un bond de 50,68% à près de 70 % ; le ratio enseignant/ apprenants a évolué de 1/55 à 1/46).

² CBO-EPT : Etude - bilan sur l'atteinte des objectifs de l'Education Pour Tous au Bénin, dix ans après le forum de Dakar, juin 2011 (étude réalisée par Dr Jean-Claude HOUNMENOU)

Les causes de cette situation se situent entre autres au niveau :

- du déséquilibre dans la répartition des ressources budgétaires destinées au secteur éducatif, avec trop de charges de fonctionnement au détriment des secteurs productifs ;
- de la rigidité des procédures de décaissement des fonds, tant au niveau de l'Etat, que des PTF ;
- de la trop forte politisation de la gestion du système éducatif et de la gouvernance scolaire ;
- de l'insuffisance du suivi des actions;
- de la faible qualité des ressources humaines et
- du pilotage à vue du système éducatif.

Pour Mme TRUDEAU du Cabinet CRC SOGEMA³, ces contre-performances sont également liées:

- à la mauvaise planification dans la gestion du recrutement des agents du secteur ;
- aux insuffisances dans le système d'évaluation de la performance;
- à la persistance de l'état embryonnaire des questions de qualité et d'équité ne trouvant pas une intégration effective au système de gouvernance;
- à l'absence d'une vision commune essentielle au développement efficient et efficace du secteur de l'éducation du fait de l'existence de quatre (04) ministères en charge de l'éducation ;
- à la non connaissance et la non appropriation des documents du PDDSE par les acteurs du secteur ;
- à la culture du défaitisme et de laisser-aller qui semble avoir pris le pas sur la motivation dans les ministères du secteur de l'éducation;
- au faible niveau d'efficience dû au manque de ressources généralisé et de peu d'activités ;
- à la non-disponibilité des fonds prévus au budget au moment requis, ce qui fait gravement obstacle à l'atteinte des objectifs organisationnels.

C'est dire donc que d'importants défis restent à relever avant 2015 et la CBO-EPT se doit de jouer un rôle de premier plan pour impulser le développement et la mise en œuvre par les différents acteurs du système éducatif, d'actions conséquentes, susceptibles de relever substantiellement le niveau d'atteinte des indicateurs de l'EPT, les quatre prochaines années.

³ Atelier de validation du rapport d'audit institutionnel, organisationnel et fonctionnel du secteur de l'éducation ; 21 et 22 juin 2011

METHODOLOGIE

L'approche utilisée pour l'élaboration du plan de développement stratégique est celle de l'accompagnement et de la facilitation. Il a été surtout question, dans une démarche participative, d'appuyer les acteurs de la CBO – EPT, à évaluer le PDS 2008-2010 et à doter la coalition d'un nouveau plan de développement stratégique pour la période 2011-2015 en partant du plan précédent.

Ainsi le présent plan stratégique est à la fois le fruit de la combinaison des efforts de tous les acteurs et le résultat d'un processus de réflexion et de séances de travail avec les différents acteurs concernés.

Cette démarche peut être décrite en six étapes à savoir :

- les discussions préliminaires /Séance de briefing ;
- la revue documentaire ;
- les discussions avec les responsables des différentes structures membres de la coalition ;
- l'atelier de restitution du diagnostic et de définition des orientations ;
- la rédaction du pré draft et l'atelier de pré validation et
- la rédaction du draft, l'atelier de validation du draft et la finalisation du document de plan stratégique.

1- Séance de briefing

Elle a réuni le consultant et les responsables de la CBO-EPT en vue d'assurer une compréhension commune des termes de référence et de discuter de la méthodologie proposée pour la conduite du processus. Les discussions ont permis d'harmoniser les points de vue sur ces deux questions, de clarifier le rôle des uns et des autres et de retenir un planning détaillé du processus.

2- La revue documentaire

Après les discussions préliminaires, la CBO – EPT a mis à la disposition du consultant, le document de plan de développement stratégique 2007-2010 et les différents rapports d'activités couvrant la période 2007 –2011.

La revue documentaire a permis de faire une première évaluation de la mise en œuvre du PDS, du point de vue des documents. Cette étape a été l'occasion de confronter les activités, résultats, objectifs et indicateurs prévus et ceux théoriquement réalisés afin d'identifier les écarts éventuels. Les résultats de la revue documentaire ont servi à orienter les discussions avec les structures membres de la coalition par la vérification et l'approfondissement des informations et hypothèses préliminaires issues de cette revue documentaire.

3- Discussion avec les acteurs pour l'analyse interne et les visions de développement.

Il a été question de conduire des discussions avec chaque structure participante pour :

- analyser les progrès mais également les échecs ou les contre performances enregistrés dans la mise en œuvre du PDS ainsi que les évolutions/changements par rapport à 2007 en ce qui concerne, les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces de la coalition.
- appréhender leur conception de la vision de société, de la vision de développement, de la mission et des buts de la coalition, ainsi que des objectifs, résultats et activités pour les quatre prochaines années en comparaison de ceux prévus dans le PDS 2008-2010.
- analyser les stratégies appropriées de communication et de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du PDS.

4- Atelier de restitution du diagnostic et de définition des orientations

Les résultats des discussions avec les membres ont été organisés sous forme de forces, de faiblesses, d'opportunités et de menaces et présentés au cours de l'atelier. De même, un tableau a présenté les anciennes formulations de vision, de mission, de but et les propositions de modification/reformulation. L'atelier a permis de valider le diagnostic et de trancher sur les questions de reformulation. Sur la base du diagnostic, les grands défis à relever aussi bien sur les plans organisationnel qu'opérationnel, durant les quatre prochaines années ont été discutés ainsi que les orientations stratégiques subséquentes.

5- Rédaction du pré draft et atelier de pré validation

L'ensemble des résultats des étapes précédentes a été capitalisé sous forme de document pré draft du plan stratégique 2011-2015. Ce document a été envoyé une semaine à l'avance aux structures membres pour une analyse minutieuse avant l'atelier. Ainsi, l'atelier de pré validation a été consacré à la présentation et à l'analyse des amendements des participants. Des observations de forme et de fonds ont été faites pour l'amélioration de la qualité du document draft.

6- Rédaction du draft du PDS, atelier de validation externe et finalisation du PDS

Après avoir intégré les observations et commentaires issus de l'atelier de pré validation, un document draft a été rédigé. Un atelier de validation externe regroupant toutes les composantes de la CBO – EPT et les partenaires de la coalition a permis d'apporter de nouveaux amendements et observations qui ont été pris en compte par le consultant pour la finalisation du PDS.

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

GENESE DE LA CBO-EPT :

Des dispositions constitutionnelles et réglementaires ont stipulé et consacré la qualité et la gratuité progressive de l'enseignement public au Bénin. Des engagements sont davantage pris par l'Etat. Mais en dépit de tous ces efforts, malheureusement, un nombre important d'enfants restent de nos jours exclus du système éducatif, compte tenu des charges financières qui incombent aux parents en la matière et parfois l'éloignement des écoles des cités-dortoirs.

Face à cette situation et dans le but de voir les engagements du pouvoir public se traduire davantage dans la réalité, des associations, organisations syndicales, ONG et réseaux de la société civile travaillant dans le domaine de l'éducation;

- ◆ Soucieux de la crise de l'éducation qui sévit dans les pays de la sous région en général et au Bénin en particulier,
- ◆ Soucieux des répercussions de cette crise sur le respect du droit à l'éducation des enfants,
- ◆ Préoccupés par la libéralisation du secteur de l'éducation dans les pays au sud du Sahara,
- ◆ Conscients des efforts insuffisants de l'Etat béninois face de ses obligations en faveur de l'éducation des enfants,
- ◆ Se fondant sur des expériences et des préoccupations communes et partagées,
- ◆ Reconnaissant la capacité des africains à faire face à leurs propres besoins de développement,

Se sont réunis pour créer une coalition en faveur de l'Education Pour Tous au Bénin : la *Coalition Béninoise des Organisations pour l'Education Pour Tous (CBO-EPT)*.

GENERALITES SUR LA COALITION :

DENOMINATION : *Coalition Béninoise des Organisations pour l'Education Pour Tous.*

SIGLE : *CBO-EPT*

ADRESSES

BOITE POSTALE : *08BP85 tri postal (République du Bénin)*

TEL : *(229) 21135368/20213860*

FAX : *(229) 20212747*

EMAIL : *cboept@yahoo.fr*

ANNEE DE CREATION	: 2003
STRUCTURES MEMBRES	: CAEB (<i>Conseil des Activités Educatives du Bénin</i>), : RACINES (<i>Recherches, Actions Communautaires, Initiatives pour un Nouvel Espoir</i>), : GRABS ONG (<i>Groupe de Recherche et d'Action pour un Bien être Social</i>), : PLAN-BENIN, : Aide et Action Bénin, : Care International (<i>Cooperation of Assistant Relief Every Where</i>) : SYNAPES (<i>Syndicat National des Professeurs de l'Enseignement Secondaire</i>), : SYNTRA-MESRS (<i>Syndicat National des Travailleurs du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique</i>), : SNEP-Bénin (<i>Syndicat National de l'Enseignement Primaire public au Bénin</i>), : SYNEMP (<i>Syndicat National des Enseignements Maternel et Primaire</i>), : SYNAPROLYC (<i>Syndicat National des Professeurs des Lycées et Collèges</i>), : SYNESTP (<i>Syndicat National des enseignements secondaire, technique et professionnel</i>), : SYNAEM (<i>Syndicat National de l'Enseignement Maternel</i>), : Righ to Play, : ReNOPAL (<i>Réseau National des Opérateurs Privés en Alphabétisation</i>), : JVOSE (<i>Jeunes Volontaires pour la Sauvegarde de l'Environnement et Epanouissement</i>), : FENAPEB (<i>Fédération Nationale des Associations de Parents d'Elèves et d'Etudiants du Bénin</i>) et : RJCE (<i>Réseau des Journalistes Communicateurs en Education</i>)
COMPOSITION DU CA	: La Coalition EPT au Bénin a élu en son sein un Conseil d'Administration de onze membres et deux commissaires aux comptes
MEMBRE CA	: Paul LOKO (<i>président</i>), Jules GUEZODJE (<i>vice président</i>), Ida TOKPO MEDALI (<i>Secrétaire Générale</i>), Arsène ADIFFON (<i>chargé à la communication</i>), Mohamadou YAROU, Epiphane AZON, Hermine DENADI, Françoise HOLONOU SOSSOU, Thierry DOSSOU, Robert ADJIBADE, Thomas Kossi CAKPO.

QUELQUES AQUIS/REALISATIONS DE LA COALITION AU COURS DES TROIS DERNIERES ANNEES

Domaines	Réalisations
Recherche-actions	4 études commanditées et vulgarisées sur : ✓ la pertinence de recrutement de 25% d'enseignants formés par l'Etat ; ✓ le financement de l'éducation et la traçabilité du budget ; ✓ la relecture des textes de lois sur la décentralisation et l'analyse des plans de développement de 12 communes ; ✓ Etude - bilan sur l'atteinte des objectifs de l'Education Pour Tous au Bénin, dix ans après le forum de Dakar.
Renforcement de capacités	✓ 25 membres de la CBO-EPT formés sur l'analyse des politiques éducatives et du budget de l'éducation ; ✓ 24 maires et chefs services formés sur le cycle du budget et la gestion financière ; ✓ 37 élus locaux, membres d'ONG locales et les membres de la CBO-EPT ont été formés sur les techniques de contrôle budgétaire et ✓ Six comités départementaux de la CBO-EPT installés.
Communication médias	✓ Table ronde organisée sur « Le financement de l'éducation au Bénin : défis et perspectives » ; ✓ Table ronde organisée sur la situation de pénurie des enseignants au Bénin ; ✓ Réalisation d'un documentaire « l'éducation des femmes et des filles, MAINTENANT ! C'est un droit, nous y avons droit ! ; témoignages et engagements des acteurs au Bénin » ; ✓ Conférence de presse organisée sur la gestion du budget de l'éducation. ✓ Conférence de presse organisée sur le dialogue social pour une rentrée apaisée.

Domaines	Réalisations
Mobilisation communautaire et contrôle citoyen du budget	✓ Plus de 500 écoliers et activistes de l'éducation mobilisés pour une marche sur le financement de l'éducation ont été reçus à l'assemblée nationale et au MEMP ; ✓ Plus de 4000 personnes mobilisées à travers diverses activités (communication, sensibilisation, sur l'éducation des femmes et des filles) ; ✓ Edition du recueil « l'éducation des femmes et des filles, MAINTENANT ! C'est un droit, nous y avons droit ! ; témoignages et engagements des acteurs au Bénin ; ✓ Une descente de contrôle citoyen du budget effectué au MEMP et les résultats publiés ; ✓ 2 descentes de contrôle citoyen du budget, effectuées dans les communes d'Avrankou et de Toffo ; ✓ Cérémonie de mobilisation des acteurs de l'éducation sur la question de l'alphabétisation et de l'éducation pour la vie avec le ministère en charge de l'alphabétisation.
Lobbying et plaidoyer	✓ Audience et échange avec le Président de l'Assemblée Nationale, pour un partenariat futur avec la CBO-EPT afin d'influencer les prises de lois en faveur de l'amélioration du secteur de l'éducation au Bénin ; ✓ Signature d'un accord de partenariat avec le Ministère de l'Enseignement Maternel et Primaire.

SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL ET ORGANISATIONNEL

FORCES

1. Existence formelle de la coalition avec un siège et une coordination nationale.
2. Mise en place des six comités départementaux de la coalition.
3. La diversité des structures membres et présence de la plupart des acteurs potentiels du secteur de l'éducation dans la coalition (APE, syndicats, réseau de journalistes, ONG nationales et internationales).
4. Existence d'un esprit de sacrifice et d'une bonne volonté au niveau de la plupart des membres de la coalition.
5. Existence de compétences avérées sur les questions éducatives parmi les membres de la coalition.
6. Organisation de formations sur diverses thématiques au profit des membres de la coalition aussi bien à l'interne qu'à l'extérieur du Bénin.
7. La coordination se montre de plus en plus efficace depuis quelques mois.
8. La mise en œuvre du projet CSEF qui a contribué au développement de quelques activités favorables à la visibilité et à la notoriété de la coalition.

FAIBLESSES

1. La structuration et le mode de fonctionnement ne permettent pas la dynamisation de la coalition.
2. La cohésion au sein du Conseil d'Administration (CA) est insuffisante pour assurer une utilisation optimale des potentialités internes. Par ailleurs, l'esprit associatif n'est pas bien développé et pratiqué au sein de la coalition.
3. Faible disponibilité des membres du CA pour accompagner la Coordination Nationale (CN) dans certaines activités délicates de relations externes.
4. Non valorisation/ sollicitation des expertises internes pour certaines études.
5. Effectif relativement faible des structures membres de la coalition, faible représentativité des ONG locales, des syndicats de l'éducation et absence de structures de recherche.
6. Certaines structures (membres de la coalition) et leurs membres n'ont pas une connaissance suffisante des questions et politiques éducatives du Bénin.

7. Pas d'autonomie financière de fonctionnement. La CBO – EPT n'est pas en mesure de faire face aux charges de fonctionnement d'une administration permanente minimale. Faible niveau de recouvrement des cotisations des structures membres.
8. Faible visibilité de la coalition. Absence d'un mécanisme de communication efficiente tant interne qu'externe pour la coalition.
9. Interférence de certains membres du Conseil d'Administration (CA) dans la gestion au quotidien de la Coordination Nationale (CN) y compris la gestion du personnel, ce qui affaiblit l'autorité du Coordonnateur.
10. Faible cohésion au sein du personnel de la coordination. Mauvaise répartition des rôles entre les membres du personnel. Il s'agit plus d'un personnel du projet CSEF que d'un personnel de la coordination CBO-EPT. Il faut noter aussi que le personnel est pour la plupart peu qualifié.
11. La CN, pendant longtemps, n'a pas été proactive (Pas de nouveaux projets pour saisir les opportunités qui s'offraient). Faible capacité de mobilisation de ressources financières. Absence d'une stratégie offensive de mobilisation de ressources financières tant vers les PTF que vers l'Etat.
12. Insuffisance d'initiatives propres, et actions trop tournées vers l'évènementiel (journées de l'enfant africain, journées de lutte contre la misère, campagnes pour l'éducation, semaines mondiales d'actions pour l'éducation etc.). Absence de planification annuelle bien suivie.
13. Plaidoyer pas suffisamment structuré et absence de stratégie d'alliance.
14. Les comités départementaux ne sont pas encore bien opérationnels. (Moyens, disponibilité et capacité technique, alliés)
15. La procédure de gestion financière est lourde. Non respect par moment du contenu du manuel de procédures.
16. Faible niveau de mise en œuvre du PDS 2008-2010 et de ses plans annexes et absence de mécanisme de suivi – évaluation et de capitalisation des acquis.

OPPORTUNITES

- 1- Relation de plus en plus améliorée avec les ministères et reconnaissance de la coalition par les différents ministères et partenaires concernés par la question de l'éducation au Bénin. La coalition est de plus en plus présente et invitée dans les débats et réflexions sur l'éducation, organisés par les autres acteurs.
- 2- Citation/référence de la coalition dans le rapport à portée internationale TTISSA.

- 3- L'éducation est un secteur prioritaire pour l'Etat et les PTF et de nombreux défis restent à relever par le Bénin pour atteindre l'Education Pour Tous et les OMD.
- 4- L'existence et la possibilité de collaboration/recours avec le cadre de concertation des PTF.
- 5- Le partenariat entre la CBO-EPT et Plan Bénin et la détermination de ce dernier d'appuyer le positionnement de la coalition comme acteur incontournable de l'éducation au Bénin.
- 6- La mise en œuvre du PDDSE (Plan Décennal pour le Développement du Secteur de l'Education) et du fast track qui a prévu d'ailleurs des ressources pour des activités allant dans le sens des actions de la CBO-EPT.
- 7- Les engagements pris par le Bénin au plan international (OMD, EPT, CDE) et les recommandations du forum national sur l'éducation.
- 8- La CBO-EPT est membre de différents réseaux régionaux et internationaux (ANCEFA, CME) et a donc la possibilité de bénéficier d'appui financier dans ce cadre.
- 9- Plus grande volonté affichée par le pouvoir public d'assurer le transfert de compétence et surtout de moyens, consécutif à la décentralisation (notamment dans le secteur de l'éducation).
- 10- Existence de structures ayant des missions similaires avec qui la CBO-EPT peut faire alliance (Social watch, FONAC, OLC, ALCRER)

MENACES ET CONTRAINTES

- 1- Réticence des cadres des ministères à assurer l'accès de la coalition aux informations et aux premiers responsables et la lenteur administrative pour la conclusion de partenariat.
- 2- Les dysfonctionnements dans le pilotage du système éducatif.
- 3- Faible engouement des PTF présents au Bénin à accompagner la CBO – EPT.
- 4- Non aboutissement du processus de mise en place du fonds national pour l'éducation.
- 5- Faible niveau de consommation budgétaire du PDDSE.
- 6- Analphabétisme des populations.
- 7- Politisation des structures associatives à la base et de tous les secteurs de l'éducation.
- 8- Emergence d'acteurs non spécialisés dans l'éducation sur la scène de l'EPT et risque de concurrence.

VISION DE SOCIETE

La CBO-EPT rêve d'une société béninoise où tous les citoyens ont accès à une éducation de base de qualité qui leur permet de participer efficacement au développement du pays.

MISSION

La CBO-EPT œuvre pour l'atteinte par le Bénin des objectifs de l'éducation pour tous d'ici à 2015 à travers :

- ♦ la promotion de l'émergence d'une société civile forte engagée pour l'EPT et
- ♦ le plaidoyer, la veille et le contrôle citoyen dans la gestion du système éducatif.

BUT

La CBO-EPT a pour but de contribuer :

- au respect par le Bénin des engagements pris à Jomtien en 1990 et à Dakar en 2000, en faveur de l'accès de tous à une éducation gratuite et de qualité ;
- à l'instauration d'un environnement législatif qui protège les enfants en milieu éducatif et leur assure un apprentissage sans peur et dans la quiétude.

VISION DE DEVELOPPEMENT DE LA COALITION

La CBO-EPT rêve de devenir un puissant mouvement national, dynamique, influent et efficace dans le combat pour l'accès à une éducation de base gratuite et de qualité pour tous.

ZONE D'INTERVENTION

L'ensemble du territoire national béninois.

DOMAINES D'INTERVENTION

Le seul domaine d'intervention de la CBO-EPT est l'éducation y compris la protection des enfants en milieu éducatif.

STRATEGIES D'INTERVENTION

La CBO-EPT est composée de différentes organisations intervenant dans l'éducation. Ces organisations interviennent individuellement dans des localités géographiques limitées et sur les plans de la promotion de la scolarisation des enfants, d'offre d'alternative éducative aux enfants déscolarisés, d'alphabétisation des adultes, d'amélioration des conditions d'accueil dans les écoles, etc.

L'intervention de la coalition dans l'éducation vise essentiellement des activités relatives à l'influence des décideurs et des politiques afin d'assurer l'atteinte des objectifs de l'EPT d'ici à 2015. Ces activités concernent trois grands volets à savoir :

- l'information, l'éducation la formation et la communication en vue de sensibiliser et former les acteurs et les populations sur les enjeux éducatifs ;
- la recherche afin de mettre à la disposition du public et des acteurs directs, des informations pertinentes et scientifiques susceptibles de guider leurs actions ;
- le lobbying et le plaidoyer pour amener les décideurs à différents niveaux à adopter des politiques efficaces et à assurer leur mise en œuvre diligente.

Dans la mise en œuvre du premier volet de stratégies, la coalition, au cours des prochaines années, travaillera à la vulgarisation du Plan Décennal de Développement du Secteur de l'Education (PDDSE), du fast track, des budgets de l'éducation au niveau national, départementaux, communaux et locaux de façon que les différents acteurs soient informés des lignes budgétaires prévues dans le secteur de l'éducation aussi bien pour le compte de chaque école, de chaque circonscription scolaire, de chaque département que de chaque ordre d'enseignement. Il s'agit d'assurer la transparence dans la gestion des moyens prévus chaque année, afin que chaque acteur sache à quoi s'en tenir et puisse suivre sa mise à disposition effective. Différents canaux comme les journaux, les radios, les télévisions et les séances grand public seront utilisés à cette fin. Les activités de sensibilisation concerneront aussi la vulgarisation des textes de lois visant à assurer un environnement propice à l'éducation des enfants. Il s'agit des textes de lois sur la protection des enfants qui assurent un apprentissage sans crainte aux enfants.

Le second volet, qui est en amont du troisième, se concentrera sur les activités de recherche pouvant éclairer les thématiques prioritaires de la coalition. Il s'agira de commanditer des études qualitatives et quantitatives pour une meilleure maîtrise des données relatives à la situation de l'éducation au Bénin.

En ce qui concerne le troisième volet, il s'agira avant tout de renforcer les relations institutionnelles avec les ministères en charge de l'éducation et d'assurer la présence et l'implication à différents niveaux (local, national) de la coalition dans la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques éducatives. La CBO-EPT œuvrera pour l'équité ou la prise en compte optimale des différents ordres de l'éducation (primaire, secondaire, technique, professionnelle, alphabétisation et supérieur) au niveau des différents palliers de décision (National, ministériel, départemental et communal). Il s'agira pour la CBO-EPT de participer ou d'influencer l'élaboration des budgets de l'éducation, de faire le suivi de leur mise en œuvre et de veiller pour que les fonds parviennent jusqu'au niveau décentralisé.

De façon opérationnelle il s'agira de faire en sorte que les structures à la base fassent la veille et le contrôle citoyen au niveau local. Le développement d'une collaboration avec les structures qui ont déjà une certaine expérience en matière de lobbying et plaidoyer (Social Watch, ALCRER, FONAC, OLC) permettra d'orienter les politiques dans le sens de l'atteinte des EPT et de susciter le vote de lois qui interdisent les châtiments corporels. La coalition s'intéressera également à : 1) la politique de recrutement, de formation et de déploiement du personnel de l'éducation, 2) la politique et aux activités de contrôle pédagogique en vue de la dynamisation du corps de contrôle, 3) la gouvernance du système éducatif au niveau central, déconcentré et décentralisé, 4) la dynamisation des associations de parents d'élèves, leur implication active dans la gestion de l'école et des cantines scolaires, dans la recherche de solution aux problèmes qui minent la vie des écoles et dans la gestion des projets éducatifs inscrits aux PIP etc.

Les stratégies de lobbying et de plaidoyer de la coalition seront basées sur trois points essentiels :

- l'éclairage des acteurs à travers des rapports d'études. En effet la coalition commanditera des études sur les problématiques éducatives afin de permettre aux différents acteurs de disposer de données fiables/scientifiques. Ces études participeront à l'analyse des

politiques et permettront de mieux comprendre comment les stratégies en cours ou l'absence de politique affectent des groupes spécifiques.

- la force de propositions. Du fait de la diversité et des expertises variées de ses membres, la CBO-EPT à l'avantage de pouvoir faire des propositions qui rencontrent l'adhésion des différents acteurs de l'éducation. Elle peut profiter aussi des expériences des coalitions sœurs de la sous-région, ce qui peut lui permettre de proposer des modèles qui ont déjà fait leur preuve.
- la persuasion et la contestation. La CBO-EPT compte mobiliser à différents niveaux, ses membres et les autres organisations de la société civile pour, au besoin, faire pression sur les décideurs afin que des politiques adéquates soient élaborées et mises en œuvre.

AXES DE DEVELOPPEMENT ET D'ACTION DE LA COALITION

1- Adapter sa structure et ses systèmes pour une coalition plus proactive et dynamique.

Quatre chantiers seront ouverts simultanément dès la première année de la mise en œuvre de ce plan stratégique et concerneront :

- Le toilettage des textes fondamentaux et procéduraux de la coalition. Il s'agira en un premier temps, d'adopter une approche "mandat de mission" pour rendre plus offensifs, les organes élus et leurs membres afin qu'ils se mettent davantage au service des objectifs de la coalition. Les réformes pourront concerner la remise d'une lettre de mission au président du CA ou l'élection du président sur la base d'un projet ou d'un plan d'actions en termes d'accompagnement et d'initiation d'actions assurant le développement de la notoriété de la coalition. Il pourrait également être question de la désignation d'un président pour chaque objectif important du plan de campagne et de plaider de la coalition. En un deuxième temps, il s'agira d'alléger le manuel de procédures notamment en matière de gestion financière de façon à davantage responsabiliser le coordonnateur national tout en renforçant le mécanisme de contrôle et en oeuvrant pour une gestion comptable agrégée des ressources de la coalition, notamment les ressources obtenues dans le cadre des différents projets.
- L'amélioration de l'esprit associatif et de coalition. Ce chantier vise à resserrer les liens et le sentiment d'appartenance par la diversification et l'intensification des relations entre les différentes composantes. Pour être performante, la coalition doit être un ensemble cohérent, qui mobilise et valorise au mieux ses compétences et au sein duquel se développe un fort sentiment d'appartenance autour des valeurs partagées. C'est pourquoi au cours des quatre prochaines années, un accent sera mis sur une meilleure circulation de l'information à l'interne et la formation des membres jusqu'à la base. (Il s'agira d'une action aussi bien à l'endroit des responsables des structures membres, qu'à l'endroit des membres des structures appartenant à la coalition).
- Le renforcement de la technicité à travers les hommes et les outils. Il s'agira avant tout de mettre l'homme qu'il faut à la place qu'il faut, mais aussi mettre en œuvre un programme de renforcement de capacité du personnel permanent et des membres de la coalition. Ensuite il s'agira de mettre en place de meilleures articulations entre les comités départementaux et les structures au niveau national. Les outils de travail doivent s'inscrire

davantage sur l'amélioration des processus de campagne de plaidoyer, de planification et de suivi-évaluation des projets et de gestion financière.

- Développer /améliorer la mobilisation des ressources internes au sein de la coalition et les ressources propres. Il s'agit ici de doter la coalition d'un minimum de capacité d'autonomie de fonctionnement administratif, de façon que l'existence d'un siège et d'une coordination ne soit plus dépendante essentiellement de financement externe. C'est pourquoi, de nouvelles stratégies seront développées pour assurer un meilleur recouvrement des cotisations et un meilleur engagement financier des structures membres. Une communication interne sera aussi développée à cet effet pour mieux valoriser le rôle de facilitateur de l'atteinte des objectifs individuels des structures membres, que joue la CBO-EPT. En effet, par son influence des politiques et des décideurs (ce que les membres ne peuvent faire individuellement), la coalition crée des conditions favorables à la mise en œuvre et à l'atteinte des objectifs des projets individuels des membres. En conséquence, ces derniers devraient mieux soutenir financièrement la coalition.

En somme, il s'agira sur ce premier axe, de développer des pratiques, des systèmes et des structures qui permettent de relever les défis en tenant compte de l'urgence et de l'imminence de 2015 et qui inspirent aux membres et aux partenaires confiance. La gouvernance de la coalition et les services de la coalition doivent être empreints de plus de professionnalisme.

2- Une plus grande visibilité et notoriété pour des partenariats plus élargis et plus fructueux.

Quatre objectifs sont visés sur ce chantier :

- Accueillir davantage d'organisations de la société civile au sein de la coalition pour renforcer son assise sur le terrain. En effet, le pourcentage d'OSC intervenant dans le secteur de l'éducation et membre de la coalition est encore très faible surtout au niveau des ONG. Il importe donc dans la mise en œuvre de ce plan stratégique, de rassembler le maximum d'acteurs pour cette dernière ligne droite vers 2015.
- Développer des alliances actives avec des OSC et réseaux d'OSC intervenant sur les questions de veille et de contrôle citoyen, de gouvernance ou de lutte contre la corruption tout en renforçant sa position de chef de file (ou de premier interlocuteur) en matière éducative. En effet, des structures comme Social Watch, FONAC, OLC, ALCRER qui n'interviennent pas spécifiquement dans le secteur de l'éducation, restent intéressées et

concernées par la question globale de bonne gouvernance et seront de puissants alliés lors des campagnes de plaidoyer en faveur des objectifs de l'EPT.

- Se faire reconnaître et accepter par les ministères comme un interlocuteur naturel et de premier plan avec signature d'accords de partenariat effectivement mis en œuvre.
- Accroître le partenariat avec les PTF présents sur le territoire national mais aussi à l'extérieur. En effet, bien que la plupart des PTF soient préoccupés par la question de l'éducation, la CBO –EPT ne bénéficie pas encore de toute leur attention et de tout leur soutien. La coalition n'arrive pas encore à se positionner comme un interlocuteur incontournable, crédible et surtout dynamique, capable de véritablement booster l'atteinte de l'EPT. Beaucoup d'opportunités existent et sont à saisir par la coalition au niveau des PTF. Une des stratégies à ce niveau, sera la relance et la concrétisation/finalisation de la mise en place du fond national pour l'EPT.
- Sur les plans régional et international, il s'agira d'assurer et de conforter le positionnement de la CBO-EPT dans les mouvements et regroupements en faveur de l'EPT, à travers une participation active et de qualité et le développement d'alliances stratégiques.

Pour atteindre ses objectifs, la coalition travaillera sur trois sous chantiers

- Profiter de l'espace qui lui est de plus en plus donné par les acteurs du système éducatif, notamment les ministères en charge de l'éducation (à travers son invitation aux différents ateliers et réflexions) pour asseoir sa notoriété à travers une participation de qualité et en se positionnant comme une force de propositions. A cet effet, la coalition poursuivra sa politique de réalisation des études sur les questions éducatives, sa politique de formation des membres et veillera à se faire représenter aux ateliers par des membres/délégations avertis et préparés.
- Assurer une médiatisation accrue et significative des activités de la coalition (plusieurs chaînes relaient plus d'une fois chaque activité importante de la coalition).
- Conduire une politique offensive de communication externe à travers la mise en œuvre d'un plan de communication qui assure une présence appropriée de la coalition sur les différentes chaînes et dans les journaux. A cet effet, la coalition ne se contentera plus des évènementiels (semaine mondiale d'action pour l'éducation, etc.) pour s'afficher mais interviendra sur tout sujet important relatif à l'EPT.

3- Cap sur 2015

Dix ans après le forum de Dakar, le Bénin a enregistré quelques avancées surtout au niveau de deux des six objectifs de l'EPT. Les efforts du Bénin sont relatifs à :

- la gratuité des frais de scolarité au niveau de l'éducation primaire publique ;
- la gratuité des frais de scolarité pour les filles en classe de 6^{ème} et de 5^{ème} ;
- la gratuité des frais d'inscription en première et deuxième années d'université ;
- l'amélioration sensible de la couverture en infrastructures scolaires ;
- le recrutement massif d'enseignants (non qualifiés) dans l'enseignement primaire ;
- la mise en œuvre d'un programme de formation initiale et continue des enseignants ;
- la revalorisation de la fonction enseignante.

Selon les résultats de l'étude bilan sur l'atteinte des objectifs de l'EPT au Bénin⁴, ces efforts se sont traduits au niveau des indicateurs EPT par la quasi-atteinte des objectifs :

- d'accès universel à l'éducation primaire avec un TBS dépassant 110 % en 2010. Ce résultat est conforté par l'évolution positive du taux de redoublement, qui passe de 29,30% en 2002 à 13,03 % en 2010, pour une cible de moins de 10 % de redoublement en 2015. Le Taux Net de Scolarisation est également passé de 80,29% en 2003, à 93,78% en 2010, et
- d'égalité-parité entre les sexes au primaire avec un indice de parité sexuelle égal à 0,90 dès 2008. Des tendances similaires s'observent au niveau du volet « égalité entre les sexes, si l'on considère les taux de promotion interne des filles et des garçons, qui sont pratiquement égaux : 87,03% pour les filles, contre 86,92 % pour les garçons, sans oublier la quasi-égalité des scores des deux sexes au CEP 2009, à savoir 69,63 % pour les filles contre 72, 63 % pour les garçons.

Sur le chemin vers l'EPT 2015, des défis majeurs restent à relever dont surtout celui de la qualité. C'est pourquoi, la coalition mettra l'accent au cours des quatre prochaines années sur les défis suivants :

1) la politique de recrutement, de formation et de déploiement des enseignants, 2) la politique et les activités de contrôle pédagogique en vue de la dynamisation du corps de contrôle, 3) la gouvernance du système éducatif au niveau central, déconcentré et décentralisé.

⁴ CBO-EPT : Etude - bilan sur l'atteinte des objectifs de l'Education Pour Tous au Bénin, dix ans après le forum de Dakar, juin 2011 (étude réalisée par Dr Jean-Claude HOUNMENOU)

OBJECTIFS STRATEGIQUES

OBJECTIF1: Renforcer les capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques de la coalition.

Résultat 1 : Les bases structurelles et associatives de la coalition sont améliorées.

Actions

- Actualiser les documents statutaires et procéduraux.
- Revoir le fonctionnement des organes et de la coordination.
- Organiser des formations et échanges sur la vie associative et le rôle de la coalition.

Résultat 2 : Les capacités techniques et le professionnalisme de la coordination, des comités départementaux et des membres sont renforcés

Actions

- Elaborer et mettre en œuvre un plan de formation des membres à différents niveaux.
- Mettre en place et en œuvre des outils de planification- suivi-évaluation, de lobbying et plaidoyer et de comptabilité.
- Mettre en place des mécanismes de fonctionnement entre les comités départementaux et la coordination nationale.
- Elaborer et mettre en œuvre un plan d'actions du CA.
- Elaborer et mettre en œuvre le plan d'actions annuel de la coordination.
- Elaborer et mettre en œuvre un plan d'actions annuel pour chaque comité départemental.
- Evaluer périodiquement la mise en œuvre des plans d'actions.
- Redéfinir les postes au sein de la coordination nationale.
- Mettre en place un système de suivi évaluation pour chaque projet et pour l'ensemble des activités de la coalition.
- Recruter du personnel qualifié.
- Evaluer périodiquement le personnel et les organes de la coalition.

Résultat 3 : L'autonomie financière de la coalition en matière de fonctionnement administratif est assurée.

Actions

- Organiser des séances d'explication des objectifs et des besoins de la coalition à différents niveaux des structures membres.
- Définir de nouveaux mécanismes de recouvrement des cotisations.
- Organiser des campagnes de collecte de fonds à l'interne.

OBJECTIF2 : Développer un partenariat dynamique, actif et efficace sur le plan national et international.

Résultat 1 : La visibilité de la coalition est renforcée.

Actions

- Elaborer et mettre en œuvre, un plan de communication.
- Mettre en place, un mécanisme de suivi-évaluation du plan de communication.

Résultat 2 : Les activités de la coalition sont mieux soutenues par les PTF.

Actions

- Evaluer la collaboration entre la coalition et les PTF.
- Vulgariser le plan stratégique de développement et d'actions de la coalition auprès des PTF et autres acteurs de l'éducation.
- Elaborer des projets de campagne de sensibilisation et de vulgarisation du PDDSE, Fast track, etc.
- Elaborer des projets de campagne de lobbying et de plaidoyer sur les objectifs de l'EPT.
- Négocier et mettre en œuvre des accords de financements.

Résultat 3 : La contribution/participation et le positionnement de la CBO-EPT aux réseaux régionaux et internationaux sont renforcés.

Actions

- Evaluer la participation et le positionnement de la CBO-EPT au niveau des réseaux régionaux et internationaux.
- Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de meilleur positionnement de la CBO-EPT au plan sous régional, régional et international.

**OBJECTIF3 : DEVELOPPER DES ACTIONS SOUTENUES POUR UNE MEILLEURE QUALITE DE L'EDUCATION
ET UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DU SYSTEME EDUCATIF BENINOIS.**

Résultat 1 : Le PDDSE, le Fast track, les budgets de l'éducation, les lois de protection des enfants en milieu éducatif sont vulgarisés.

Actions

- Former les membres de la coalition pour l'appropriation et l'internalisation des différents documents.
- Elaborer une stratégie de vulgarisation des documents qui permet une bonne couverture du territoire avec comme cheville ouvrière les comités départementaux.
- Organiser les séances de vulgarisation.
- Evaluer les campagnes de vulgarisation.

Résultat 2 : Des campagnes de lobbying et de plaidoyer sont planifiées, mises en œuvre et évaluées.

Actions

- Mobiliser la documentation et les informations nécessaires sur chaque question.
- Organiser des études sur les questions éducatives.
- Rédiger le document de planification de la campagne de plaidoyer pour chaque objet/thématique.
- Mettre en œuvre et évaluer la campagne de chaque thématique.

MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

Le suivi et l'évaluation visent à apprécier le niveau d'exécution et l'impact du plan sur le développement organisationnel de la coalition et sur la marche du Bénin vers les objectifs de l'EPT, d'ici à 2015. Il constitue une étape importante dans la mise en œuvre du plan et participe à la prise de décision visant à la réorientation ou non des actions et la planification de nouvelles actions.

Le suivi et l'évaluation nécessitent une organisation efficace, des outils appropriés et des stratégies idoines.

Organisation du suivi –évaluation du plan

Au niveau de la coordination nationale

La CN est le premier niveau où seront organisés le suivi et l'évaluation du PSD. Après avoir extirpé du PSD, le plan d'action annuel, la CN déclinera ce plan d'action annuel en des plans de travail trimestriel puis mensuel. Ainsi, à la fin de chaque mois et trimestre, la CN organisera une réunion de bilan des activités planifiées pour le mois puis pour le trimestre. Un système léger de suivi – évaluation sera mis en place pour assurer la circulation des informations et la remontée des acquis des comités départementaux vers la coordination à travers des outils appropriés.

Au niveau du conseil d'Administration

Un second niveau où s'opérera le suivi- l'évaluation du PSD est le CA. Chaque année, le CA tiendra deux séances de bilan des activités avec la CN. Une première séance doit avoir lieu à la fin du premier semestre et permettra de faire le point à mi – parcours de la mise en œuvre du plan d'action annuel. La seconde séance doit avoir lieu avant la tenue de l'AG en vue de faire le point global de l'exécution du plan de travail annuel. Elle permettra également d'actualiser la programmation de l'année suivante. Les séances d'évaluation à mi – parcours des plans d'action annuel permettront au CA de décider avec la CN, la réorientation éventuelle de certaines activités au regard du niveau de réalisation des indicateurs de performance.

Au niveau de l'Assemblée Générale

Pendant la tenue des assises annuelles, le bilan de la mise en œuvre du PSD sera fait à l'AG. Celle – ci adoptera les résultats obtenus et les plans d'actions annuels tout en analysant les difficultés ou contraintes rencontrées par la CN et le CA en vue de donner d'éventuelles directives ou orientations nécessaires pour une mise en œuvre efficiente du PSD.

Evaluation périodique

Une évaluation à mi-parcours sera organisée en fin 2013 et une évaluation finale en 2015 avant l'évaluation au niveau international de l'atteinte des objectifs de l'EPT. Ces évaluations seront internes avec l'appui de personnes ressources ou consultant.

Outils du suivi et d'évaluation du PSD

Suivi des activités : A partir du chronogramme du PSD, un plan annuel est élaboré en début de chaque année. Cette planification annuelle est déclinée en un plan trimestriel en début de chaque trimestre. Il s'agira par la suite, de faire la comparaison entre les activités prévues et le niveau de réalisation de ces activités à travers le tableau ci-après.

Activités prévues	Réalisations	Causes des écarts/ ou facteurs de réussite	Mesures de correction/ ou observation

Evaluation du niveau d'atteinte des indicateurs : Le tableau suivant permet l'appréciation du niveau d'atteinte des indicateurs. Il est utilisé pour apprécier la marche du PSD vers la réalisation des objectifs et résultats et pour prendre les mesures correctives au besoin.

Objectifs / résultats	Valeur de l'indicateur a la fin	Valeur prévue de l'indicateur à la date t1	Valeur réelle de l'indicateur à la date t1	Causes des écarts	Mesures de correction

Le Suivi budgétaire : Le suivi budgétaire doit permettre de vérifier si les ressources financières mobilisées pour la mise en œuvre du PSD sont utilisées de façon appropriée et efficiente. Il doit permettre également de mettre à la disposition des différents acteurs, les moyens financiers nécessaires et ceci à temps. Le tableau de suivi budgétaire permet de voir les tendances et de procéder aux réajustements nécessaires. Le tableau suivant peut être utilisé :

Rubrique	Trimestre x				Depuis le début de l'année à ce jour				Observations
	Prévision	Réalisation	écart	%	Prévision	Réalisation	Ecart	%	
A									
B									
C									

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATEGIQUE

RESULTATS	ACTIONS /ACTIVITES	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
Objectif1: Renforcer les capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques de la coalition.				
✓ Indicateur : A l'évaluation annuelle de performance à partir de déc. 2012, la CBO - EPT obtient au moins 80% des scores prévus sur « l'échelle de performance Bingos »				
Résultat 1 : Les bases structurelles et associatives de la coalition sont améliorées.	- Actualiser les documents statutaires et procéduraux - Revoir le fonctionnement des organes et de la coordination - Organiser des formations et échanges sur la vie associative, et le rôle de la coalition	D'ici à mars 2012 la CBO - EPT dispose des nouveaux documents statutaires et procéduraux qui favorisent un meilleur fonctionnement des organes de la coalition.	Les documents statutaires et procéduraux. Les PV des séances d'adoption des documents.	Les enjeux sont bien compris par les membres de la coalition.
Résultat 2 : Les capacités (ou Les performances) techniques et le professionnalisme de la coordination, des comités départementaux et des membres sont renforcés.	- Elaborer et mettre en œuvre un plan de formation des membres à différents niveaux - Mettre en place (et en œuvre) des outils de planification- suivi-évaluation, de lobbying et plaidoyer et de comptabilité. - Mettre en place des mécanismes de fonctionnement entre les comités départementaux et la coordination nationale. - Elaborer et mettre en œuvre un plan d'actions du CA - Elaborer et mettre en œuvre le plan d'actions annuel de la coordination. - Elaborer et mettre en œuvre un plan d'actions annuel pour chaque comité départemental. - Evaluer périodiquement la mise en œuvre des plans d'actions. - Redéfinir les postes au sein de la coordination	A partir de déc. 2012, chaque organe (AG, CA, CN et Comités Départementaux) de la coalition obtient au moins 75% des scores prévus sur son échelle Bingos de performance, lors de l'évaluation annuelle des performances.	Les rapports d'évaluation de performance	De nouvelles relations d'autonomie et de complémentarité sont développées entre les différents organes de la coalition notamment entre le CA et le CN.

RESULTATS	ACTIONS /ACTIVITES	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
	nationale. - Mettre en place un système de suivi évaluation pour chaque projet et pour l'ensemble des activités de la coalition. - Evaluer périodiquement le personnel et les organes de la coalition			
Résultat 3 : L'autonomie financière de la coalition en matière de fonctionnement administratif est assurée.	- Organiser des séances d'explication des objectifs et des besoins de la coalition à différents niveaux des structures membres. - Définir de nouveaux mécanismes de recouvrement des cotisations. - Organiser des campagnes de collecte de fonds à l'interne.	A partir de déc. 2012, les fonds propres annuels peuvent couvrir au moins 75% des charges de fonctionnement de la CBO – EPT.	▪ Les rapports des séances d'explications avec les structures membres ▪ Les documents comptables et financiers de la coalition ▪ Les rapports des séances de mobilisation de fonds.	Toutes les structures membres de la coalition sont persuadées des objectifs et des moyens dont a besoin la CBO – EPT pour réussir sa mission.
Objectif2 : Développer un partenariat dynamique, actif et efficace sur le plan national et international				
✓ Indicateur : Au moins 80% des acteurs et organismes nationaux, sous régionaux, régionaux et internationaux du secteur de l'éducation reconnaissent la CBO – EPT comme un partenaire efficace à partir de déc. 2012				
Résultat 1 : La visibilité de la coalition est renforcée.	- Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication. - Mettre en place un mécanisme de suivi évaluation du plan de communication.	Au moins 75% de la tranche annuelle du plan de communication est exécuté chaque année.	▪ Les rapports d'activités et d'évaluation	

RESULTATS	ACTIONS / ACTIVITES	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
Résultat 2 : Les activités de la coalition sont mieux soutenues par les PTF	- Evaluer la collaboration entre la coalition et les PTF. - Vulgariser le plan stratégique de développement et d'actions de la coalition auprès des PTF et autres acteurs de l'éducation - Elaborer des projets de campagne de sensibilisation / vulgarisation. - Elaborer des projets de campagne de lobbying et plaidoyer. - Négocier et mettre en œuvre des accords de financements	la CBO – EPT dispose d'au moins 02 PTF qui l'accompagnent dans sa mission. (Il existe au moins 2 PTF dans le portefeuille de la CBO-EPT à tout moment à partir de déc. 2012	▪ Les documents de contrat ou de convention de partenariat. ▪ Les accords de collaboration. ▪ Rapports d'actions/activités de collaborations (projets, programmes etc.)	
Résultat 3 : La contribution/participation et le positionnement de la CBO-EPT aux réseaux régionaux et internationaux sont renforcés	- Evaluer la participation et le positionnement de la CBO-EPT au niveau des réseaux régionaux et internationaux. - Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de meilleur positionnement de la CBO-EPT au triple plan sous régional, régional et international.	Appréciation des autres acteurs et niveau de responsabilité dans les instances de décision	▪ Les documents d'adhésion de la CBO –EPT aux réseaux régionaux et internationaux.	.
Objectif3 : DEVELOPPER DES ACTIONS SOUTENUES POUR UNE MEILLEURE QUALITE DE L'EDUCATION ET UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DU SYSTEME EDUCATIF BENINOIS				
Résultat 1 : Le PDDSE, le Fast track, les budgets de l'éducation, les lois de protection des enfants en milieu éducatif sont vulgarisés	- Former les membres de la coalition pour l'appropriation et l'internalisation des différents documents - Elaborer une stratégie de vulgarisation des documents qui permet une bonne couverture du territoire avec comme cheville ouvrière les comités départementaux	D'ici fin 2012, la CBO - EPT a fait connaître le document du PDDSE, du fast track aux 77 communes du Bénin.	▪ Les rapports des séances de vulgarisation.	

RESULTATS	ACTIONS / ACTIVITES	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
	- Organiser les séances de vulgarisation - Evaluer les campagnes de vulgarisation	03 séances de vulgarisation des lois relatives à la protection des enfants en milieu scolaire sont organisées chaque année par la CBO – EPT		
Résultat 2 : Les campagnes de plaidoyer sont planifiées, mises en œuvre et évaluées	- Mobiliser la documentation et les informations nécessaires sur chaque question - Organiser des études sur les questions éducatives - Rédiger le document de planification de la campagne de plaidoyer pour chaque objet/thématique - Mettre en œuvre et évaluer la campagne de chaque thématique	Chaque année la CBO – EPT réalise au moins une campagne de plaidoyer	▪ Rapports des campagnes de plaidoyers et de lobbying	

CHRONOGRAMME DU PLAN STRATEGIQUE

RESULTATS	ACTIONS /ACTIVITES	PERIODE (ANNEE)				RESPONSABLES	CONCERNES
		1	2	3	4		
Objectif1: Renforcer les capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques de la coalition							
✓ Indicateur : A l'évaluation annuelle de performance à partir de déc. 2012, la CBO - EPT obtient au moins 80% des scores prévus sur « l'échelle de performance Bingos » des ONG							
Résultat 1 : Les bases structurelles et associatives de la coalition sont améliorées	Actualiser les documents statutaires et procéduraux					CN	CA
	Revoir le fonctionnement des organes et de la coordination					CN & CA	La coalition
	Organiser des formations et échanges sur la vie associative, et le rôle de la coalition					CN	Membres CBO - EPT
Résultat 2 : Les capacités (ou Les performances) techniques et le professionnalisme de la coordination, des comités départementaux et des membres sont renforcés	Organiser des études sur les questions éducatives					CN	
	Elaborer et mettre en œuvre un plan de formation des membres à différents niveaux					CN & CA	Structures membres de la CBO - EPT
	Mettre en place (et en œuvre) des outils de planification- suivi-évaluation, de lobbying et plaidoyer et de comptabilité.					CN	La coalition
	Mettre en place des mécanismes de fonctionnement entre les comités départementaux et la coordination nationale.					CN	Les comités départementaux
	Elaborer et mettre en œuvre un plan d'actions du CA					CN & CA	CA
	Elaborer et mettre en œuvre le plan d'actions annuel de la coordination.					CN	CN
	Elaborer et mettre en œuvre un plan d'actions annuel pour chaque comité départemental.					CN	Comités départementaux
	Evaluer périodiquement la mise en œuvre des plans d'actions.					CA & CN	
	Redéfinir les postes au sein de la coordination nationale.					CA & CN	

RESULTATS	ACTIONS /ACTIVITES	PERIODE (ANNEE)				RESPONSABLES	CONCERNES
		1	2	3	4		
	Mettre en place un système de suivi évaluation pour chaque projet et pour l'ensemble des activités de la coalition.					CN	
	Evaluer périodiquement le personnel et les organes de la coalition					CA & CN	
Résultat 3 : L'autonomie financière de la coalition en matière de fonctionnement administratif est assurée.	Organiser des séances d'explication des objectifs et des besoins de la coalition à différents niveaux des structures membres.					CN	Structures membres de la CBO – EPT.
	Définir de nouveaux mécanismes de recouvrement des cotisations.					CN	
	Organiser des campagnes de collecte de fonds à l'interne.					CA & CN	La coalition
Objectif2 : Développer un partenariat dynamique, actif et efficace sur le plan national et international							
✓ Indicateur : La CBO – EPT est connue de tous les acteurs et organismes nationaux, sous régionaux, régionaux et internationaux du secteur de l'éducation							
Résultat 1 : La visibilité de la coalition est renforcée.	Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication.					CN	
	Mettre en place un mécanisme de suivi évaluation du plan de communication.					CN	
Résultat 2 : Les activités de la coalition sont mieux soutenues par les PTF	Evaluer la collaboration entre la coalition et les PTF.					CA & CN	La coalition
	Elaborer des projets de campagne de sensibilisation / vulgarisation du plan stratégique de développement et d'actions de la coalition.					CN et comités départementaux	
	Elaborer des projets de campagne de lobbying et plaidoyer.					CN	Décideurs du secteur de l'éducation
	Négocier et mettre en œuvre des accords de financements					CN	

RESULTATS	ACTIONS /ACTIVITES	PERIODE (ANNEE)				RESPONSABLES	CONCERNES
		1	2	3	4		
Résultat 3 : La contribution/participation de la CBO-EPT aux réseaux régionaux et internationaux est accrue.	Evaluer la participation et le positionnement de la CBO-EPT au niveau des réseaux régionaux et internationaux.					CA & CN	
	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de meilleur positionnement de la CBO-EPT au plan sous régional et international.					CN	
Objectif3 : DEVELOPPER DES ACTIONS SOUTENUES POUR UNE MEILLEURE QUALITE DE L'EDUCATION ET UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DU SYSTEME EDUCATIF BENINOIS							
✓ Indicateur :							
Résultat 1 : Le PDDSE, le Fast track, les budgets de l'éducation, les lois de protection des enfants en milieu éducatif sont vulgarisés	Former les membres de la coalition pour l'appropriation et l'internalisation des différents documents.					CA & CN	Membres de la coalition
	Elaborer une stratégie de vulgarisation des documents qui permet une bonne couverture du territoire avec comme cheville ouvrière les comités départementaux.					CN & CA	
	Organiser les séances de vulgarisation.					CN	
	Evaluer les campagnes de vulgarisation.					CN & CA	
Résultat 2 : Des campagnes de lobbying et plaidoyer sont planifiées, mises en œuvre et évaluées	Mobiliser la documentation et les informations nécessaires sur chaque question.					CN	
	Organiser des études sur les questions éducatives.					CN & CA	
	Rédiger le document de planification de la campagne de plaidoyer pour chaque objet/thématique.					CN	
	Mettre en œuvre et évaluer la campagne de chaque thématique.					CN & CA	

BUDGET DU PLAN STRATEGIQUE

RESULTATS	N°	ACTIONS /ACTIVITES	DETAILS	MONTANT	MONTANT TOTAL
Objectif1: Renforcer les capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques de la coalition					
Indicateur : A l'évaluation annuelle de performance à partir de déc. 2012, la CBO - EPT obtient au moins 80% des scores prévus sur « l'échelle de performance Bingos » des ONG					
Résultat 1 : Les bases structurelles et associatives de la coalition sont améliorées	<u>A11.1</u>	Actualiser les documents statutaires et procéduraux	Personnes ressources	200 000	
			Frais de réunion (CA) 10.000F x 11 pers x 2 réunions	220 000	
			Photocopie des documents	5 000	
	<u>A11.2</u>	Revoir le fonctionnement des organes et de la coordination	Frais de réunion (CA et coordination)	250.000	
	<u>A11.3</u>	Organiser des formations et échanges sur la vie associative, et le rôle de la coalition	Conception des programmes de formations (personnes ressources internes)	200.000	
			Organisation des séances de formation (02 séances au niveau national et 2 dans chaque région) 250.000 x 2 et 300.000 x 6 régions x2 séances et frais de mission du formateur interne 12j x 50.000	4.700.000	
Total R11				5.575. 000	
Résultat 2 : Les capacités (ou Les performances) techniques et le professionnalisme de la coordination, des comités	<u>A121</u>	Organiser des études sur les questions éducatives	Rédaction des TDR des études	pm	
			Diffusion des TDR et honoraires consultant (200.000 + 2.500.000)x 3	8.100.000	
			Atelier de validation et vulgarisation des rapports (600.000 + 800.000)x3	4.200.000	
	<u>A123</u>	Elaborer et mettre en œuvre un plan de formation des membres à différents niveaux	Conception du plan de formation	pm	
			Réalisation des formations (8.000.000/an x 4ans)	32.000.000	

RESULTATS	N°	ACTIONS /ACTIVITES	DETAILS	MONTANT	MONTANT TOTAL
départementaux et des membres sont renforcés	<u>A124</u>	Mettre en place (et en œuvre) des outils de planification- suivi-évaluation, de lobbying et plaidoyer et de comptabilité.	Appui de consultants (pour lobbying et plaidoyer, communication et comptabilité. Voir A12.11 pour suivi-évaluation)	1.500.000	
	<u>A125</u>	Mettre en place des mécanismes de fonctionnement entre les comités départementaux et la coordination nationale.	Concevoir les outils de suivi évaluation	pm	
			Mettre les outils à la disposition des comités départementaux (séance de travail 400.000 x 6CD)	2.400.000	
	<u>A126</u>	Elaborer et mettre en œuvre un plan d'actions du CA	Réunion du CA avec l'appui de la CN 250.000 x 4ans	1.000.000	
			Mise en œuvre du plan d'action (2.500.000/an x 4ans)	10.000.000	
	<u>A127</u>	Elaborer et mettre en œuvre le plan d'actions annuel de la coordination.	Mise en œuvre du plan d'action	PM	
	<u>A128</u>	Elaborer et mettre en œuvre un plan d'actions annuel pour chaque comité départemental.	Séance de travail pour l'élaboration du plan d'action annuel pour les 06 comités départementaux (200.000 x6CDx4ans)	4.800.000	
			mise en œuvre des plans d'action annuels au niveau de chaque comité départemental 2.000.000/an x6CDx 4ans	48.000.000	
	<u>A129</u>	Evaluer périodiquement la mise en œuvre des plans d'actions.	Forfait réunion des CD avec la CN et/ou CA 2fois par an x6CD x 4ans x 200.000	9.600.000	
	<u>A12.1</u> <u>0</u>	Redéfinir les postes au sein de la coordination nationale.	Redéfinition des postes par le CN en collaboration avec le CA	pm	
	<u>A12.1</u> <u>1</u>	Mettre en place un système de suivi évaluation pour chaque projet et pour l'ensemble des activités de la coalition.	Conception d'un système de suivi évaluation des projet (Consultant)	1.500.000	
			Mise en œuvre du système	pm	
	<u>A12.1</u> <u>2</u>	Evaluer périodiquement le personnel et les organes de la coalition	Séance de travail au niveau des organes 2 fois par an x 400.000 x 4ans	3.200.000	
<u>TOTAL R2</u>	-			126.300 000	

RESULTATS	N°	ACTIONS /ACTIVITES	DETAILS	MONTANT	MONTANT TOTAL
Résultat 3 : L'autonomie financière de la coalition en matière de fonctionnement administratif est assurée.	A13.1	Organiser des séances d'explication des objectifs et des besoins de la coalition à différents niveaux des structures membres.	Activité à indexer à d'autres	pm	
	A13.2	Définir de nouveaux mécanismes de recouvrement des cotisations.	Définition de nouveaux mécanismes de mobilisation et de recouvrement des cotisations statutaires auprès des structures membres de la coalition	pm	
		Organiser des campagnes de collecte de fonds à l'interne.	Forfait organisation des campagnes de collecte de fonds (100000* 04 campagnes)	400000	
TOTAL R13				400 000	
TOTAL Objectif 1					132.275. 000
Objectif2 : Développer un partenariat dynamique, actif et efficace sur le plan national et international					
Indicateur : La CBO – EPT est connue de tous les acteurs et organismes nationaux, sous régionaux, régionaux et internationaux du secteur de l'éducation					
Résultat 1 : La visibilité de la coalition renforcée.	A21.1	Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication.	Elaboration d'un plan de communication (Consultant)	1.500000	
			Mise en œuvre du plan de communication 5.000.000 x 4ans	20.000.000	
	A21.3	Mettre en place un mécanisme de suivi évaluation du plan de communication.	Elaboration du mécanisme de suivi évaluation	pm	
			Mise en œuvre du plan de suivi évaluation	pm	
TOTAL R2.1	-			21.500.000	

RESULTATS	N°	ACTIONS /ACTIVITES	DETAILS	MONTANT	MONTANT TOTAL
Résultat 2 : Les activités de la coalition sont mieux soutenues par les PTF	A22.1	Evaluer la collaboration entre la coalition et les PTF.	Faire une évaluation interne de la collaboration de la coalition avec les PTF	250.000	
			Restituer les résultats de l'évaluation à toutes les structures membres de la coalition (forfait 250000)	250000	
	A22.2	Vulgariser le plan stratégique de développement et d'actions de la coalition.	Organisation de table ronde Fabrication de dépliant résumé	1.000.000	
	A22.3	Elaborer des projets de campagne de lobbying et plaidoyer.	Appui conseil d'un consultant pour l'élaboration des projets de campagnes, de lobbying et de plaidoyer	1.500.000	
	A22.4	Négocier et mettre en œuvre des accords de financements		pm	
TOTAL R2.2				3.000.000	
Résultat 3 : La contribution/participation de la CBO-EPT aux réseaux régionaux et internationaux est améliorée.		Evaluer la participation et le positionnement de la CBO-EPT au niveau des réseaux régionaux et internationaux.	Réunion au niveau de la coalition	250.000	
		Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de meilleur positionnement de la CBO-EPT au plan sous régional et international.	Réunion Diplomatie	2.000.000	
TOTAL R2.3				2.250.000	
TOTAL Objectif 2					26.750.000

RESULTATS	N°	ACTIONS /ACTIVITES	DETAILS	MONTANT	MONTANT TOTAL
Objectif3 : DEVELOPPER DES ACTIONS SOUTENUES POUR UNE MEILLEURE QUALITE DE L'EDUCATION ET UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DU SYSTEME EDUCATIF BENINOIS					
Résultat 1 : Le PDDSE, le Fast track, les budgets de l'éducation, les lois de protection des enfants en milieu éducatif sont vulgarisés		Former les membres de la coalition pour l'appropriation et l'internalisation des différents documents.	Voir objectif 1	pm	
		Elaborer une stratégie de vulgarisation des documents qui permet une bonne couverture du territoire avec comme cheville ouvrière les comités départementaux.	Voir projet	Pm	
		Organiser les séances de vulgarisation.	Voir projet	Pm	
		Evaluer les campagnes de vulgarisation.	Voir projet	pm	
Résultat 2 : Les campagnes de plaidoyer sont planifiées, mises en œuvre et évaluées		Mobiliser la documentation et les informations nécessaires sur chaque question.	Forfait	300.000	
		Organiser au besoin des études complémentaires.	Voir objectif 1	pm	
		Rédiger le document de planification de la campagne de plaidoyer pour chaque objet/thématique.	Séance de travail 3 séances x 3 campagnes x 250.000	2.250.000	
		Mettre en œuvre et évaluer la campagne de chaque thématique.	Voir projet	pm	
TotalR32				2.550.000	
TOTAL Objectif 3					2.550.000
COUT TOTAL					161.575.000

STRATEGIES DE MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES POUR LE FINANCEMENT DU PLAN

Pour assurer le financement du plan, la coalition développera simultanément trois approches de mobilisation de ressources

- 1- La mobilisation des ressources internes. Cette mobilisation se fera à travers l'amélioration du recouvrement des cotisations, les contributions indirectes des membres et la prise en charge partielle des campagnes de plaidoyer par des projets individuels des membres. En effet les ressources mobilisées à travers les cotisations pourront permettre de prendre partiellement en charge différentes séances de travail des différents organes prévues dans le PSD. Ces séances ont été budgétisées en termes de prise en charge des frais de déplacement et de restauration des participants. Au besoin ou par moment cette prise en charge ne sera pas faite et constituera une contribution indirecte des membres. Une autre approche consistera à encourager les structures membres à prévoir des lignes budgétaires lobbying et plaidoyer au niveau des projets qu'ils présentent individuellement à leurs partenaires. Ainsi des contributions pourraient être sollicitées des membres pour la mise en œuvre des campagnes de plaidoyer
- 2- La recherche de financement externe à travers les projets. En effet il est prévu la formulation de projets pour opérationnaliser certaines orientations du plan. Ces projets seront soumis aux partenaires techniques et financiers. la coalition à cet effet va maintenir et renforcer la collaboration avec ses partenaires historiques tout en recherchant de nouveaux partenaires, en vue de mobiliser des ressources additionnelles pour financer les projets du plan. Elle pourra déjà compter au cours des 04 prochaines années sur les partenaires tels que: La CME, ANCEFA (Réseau Africain), UNICEF, Plan Bénin, Aide et Action. La coalition organisera une table ronde des partenaires surtout autour de l'objectif 3 du PSD.
- 3- La relance et la concrétisation du fonds national pour l'éducation. Cette stratégie permettra de mobiliser des fonds aussi bien au niveau du gouvernement, des entreprises, des PTF que des citoyens.

ANNEXES

ELEMENTS DE STRATEGIES DE COMMUNICATION

(A prendre en compte au moment de l'élaboration des plans de communication)

Objectifs	Résultats escomptés	Groupes cibles	Canaux (moyens et méthodes) appropriés et actions
Améliorer le niveau de connaissance de la CBO-EPT par les organisations de base des structures membres de la coalition	Les organisations de base ont une bonne connaissance de la CBO-EPT et constituent des vecteurs pour le rayonnement de la coalition Les organisations de base sont disposées à relayer les actions de lobbying et de plaidoyer sous la houlette des comités départementaux	Les organisations de base de la CBO-EPT	Sensibilisation Journée porte ouverte Réalisation de dépliant Formation
Améliorer le taux de recouvrement des cotisations	Au moins 80% des membres de la coalition paient régulièrement leur cotisation	Structures membres de la CBO-EPT (dirigeants)	Sensibilisation à partir de point financier transparent Séance de réflexion
Accroître le nombre d'ONG membres de la coalition	Au moins 10 nouveaux membres ONG ont adhéré à la coalition d'ici déc.2013	ONG intervenant dans le secteur de l'éducation	Sensibilisation Journée porte ouverte Réalisation de dépliant Médiatisation des activités de la coalition Invitation aux activités de la coalition
Faire connaître la CBO-EPT du grand public	Les béninois connaissent la coalition et son combat	Les citoyens béninois	Médiatisation des activités Interventions médiatisées sur toutes les questions importantes / l'actualité concernant l'éducation
Renforcer la notoriété de la CBO-EPT auprès des acteurs de l'éducation	L'unanimité est faite au niveau des acteurs de l'éducation, quant au rôle de premier plan à jouer par la CBO-EPT	Les cadres des ministères concernés, les ministres Les PTF Les cadres des projets sur l'éducation Les ONG intervenants Les syndicats non membres	Sensibilisation Journée porte ouverte Réalisation de dépliant Médiatisation des activités de la coalition Invitation aux activités de la coalition Interventions médiatisées sur toutes les questions importantes / l'actualité concernant l'éducation Capitalisation des acquis et réalisation de documentaire
Renforcer la place de la CBO-EPT dans les instances sous régionales et internationales	Le Bénin est représenté au niveau des sphères de prise de décision.	ANCEFA CME	Capitalisation des acquis et réalisation de documentaires, brochures Partage des résultats des études

STRATEGIE DE COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

(A prendre en compte au moment de l'élaboration des plans de communication)

Contexte

La CBO-EPT, comme toute organisation a besoin d'un plan de communication interne (entre ses membres) et de communication externe (avec tierces organisations).

La présente stratégie énonce les principes directeurs, les méthodes et techniques que la CBO-EPT doit appliquer en la matière.

Objectifs:

- L'information circule au sein de la CBO-EPT de façon convenable (elle va de façon appropriée, au bon moment, à qui de droit).
- Les échanges de la CBO-EPT avec tierces organisations favorisent et assurent son efficacité et son plein essor.

PLAN D' ACTIONS

Objectif 1: L'information circule au sein de la CBO-EPT de façon convenable (l'information va de façon appropriée, au bon moment, à qui ayant droit).

Actions et évènements	Bénéficiaires	Moyens/démarche	Lieu	Période	Acteurs/ responsables/alliés
Création de boîte électronique à chaque acteur de la CBO-EPT et utilisation effective des boîtes	Les responsables des associations membres de la CBO-EPT	Création de boîtes à partir de yahoo	Résidences ou lieux de travail des concernés	Janvier 2012 au plus tard	Les acteurs eux-mêmes
Création de bulletin interne d'information	Les responsables et les membres des associations membres de la CBO-EPT	Utilisation des compétences internes et collaboration avec des réseaux de journalistes	Cotonou	A partir de janvier 2012	L a Coordination Nationale et des réseaux de journalistes
Création de site Web	CBO-EPT	Utilisation de consultant et de personne ressources	Cotonou	A partir de janvier 2012	L a Coordination Nationale et des réseaux de journalistes
Tenue régulière des réunions règlementaires	CBO-EPT	Gestion efficace des réunions	Cotonou	A partir de juillet 2011	Le CA de la CBO-EPT
Elaboration et vulgarisation des rapports d'activités	Le bureau de la CBO-EPT	Conception, élaboration et vulgarisation	Cotonou	A partir de Août 2011	L a Coordination Nationale de la CBO-EPT

Objectif: Les échanges de la CBO-EPT avec tierces organisations favorisent et assurent son efficacité et son plein essor.

Actions et évènements	Bénéficiaires	Moyens/démarche	Lieu	Période	Acteurs/ responsables/alliés
Participation aux échanges et aux ateliers sur le secteur de l'éducation	CBO-EPT Structures publiques en charge de l'éducation	Manifestation d'intérêt de façon anticipée pour la participation de la CBO-EPT aux différents ateliers relatifs au secteur de l'éducation	Partout au Bénin	A tout moment	▪ les ministères en charge de l'Education ▪ le Conseiller technique à l'Education du Président de la République ▪ le Ministère de la famille ▪ le Ministère de la jeunesse et des sports ▪ le Ministère des finances ▪ la commission de l'éducation de l'Assemblée Nationale ▪ CBO-EPT ▪ Les PTF
Création de bulletin d'information	Les partenaires	Utilisation des compétences internes et collaboration avec des réseaux de journalistes	Cotonou	A partir de janvier 2012	Le bureau de la CBO-EPT et des réseaux de journalistes
Création de site Web	CBO-EPT	Utilisation de consultant et de personne ressources	Cotonou	A partir de janvier 2012	Le bureau de la CBO-EPT et des réseaux de journalistes
Elaboration et vulgarisation des rapports d'activités	Les partenaires	Conception, élaboration et vulgarisation	Cotonou	A partir de août 2011	Le bureau de la CBO-EPT

OBJECTIFS DE CAMPAGNES DE LOBBYING ET DE PLAIDOYER

(A prendre en compte au moment de l'élaboration des projets et campagnes de lobbying et plaidoyer)

Contexte

La vocation première de la coalition est de pouvoir jouer un rôle fondamental de veilleur et d'éveilleur de conscience sur les questions essentielles et primordiales de l'éducation au Bénin. Bien entendu, les outils essentiels pour une structure à pareille vocation sont : la sensibilisation, le plaidoyer et le lobbying.

Objectifs:

La politique de recrutement, de formation et de déploiement du personnel enseignant est révisée et de nouvelles règles qui mettent en valeur les compétences et le mérite sont mises en place et appliquées

Le corps de contrôle est dynamisé grâce à un effectif suffisant et des textes instituant un plan de contrôle pertinent pour chaque circonscription scolaire.

Le mécanisme et les règles de gestion du système éducatif sont clarifiés et les dysfonctionnements aplanis

Un texte de loi est voté par le parlement pour protéger les enfants en milieu éducatif pour un apprentissage sans peur